



## Les carnassiers :

Deux données qui en disent long sur l'antihumanisme des mandataires du capital au pouvoir. En janvier, les voilà qu'ils versent une nouvelle dotation de 20 milliards aux entreprises sans contrepartie. Et, après avoir retiré 700 millions d'A.P.L, les voici qu'ils prennent un milliard d'euros sur le dos des chômeurs.

## L'ÉDITO : L'Heure des comptes

Il y a un an, en décidant du premier confinement, Emmanuel Macron décrétait l'état de guerre. Sonnée, la France espérait alors vaincre l'ennemi invisible en quelques semaines. Force est de constater qu'il s'agit d'une guerre de tranchées. C'est l'heure des comptes pour ce conflit qui s'éternise et qui a fait en France plus de 4 millions de blessés à des degrés divers et 90 000 morts. C'est l'heure des comptes dans les Ehpad, chez nos personnes âgées que l'on a coupé très tôt de tous liens affectifs avec leurs familles, ces liens si essentiels pour eux. C'est l'heure des comptes de ses morts trop nombreux faute d'avoir voulu soigner en attendant de vacciner, utilisant un odieux chantage (le vaccin contre les sorties) pour avoir leur « consentement libre et éclairé » Un effroyable bilan humain qui s'alourdira encore. C'est l'heure des comptes aussi pour le gouvernement. Depuis le début du premier confinement, nous avons vécu un an de mensonges et de déni. Jamais l'exécutif n'a reconnu avoir raconté des histoires sur les masques. Jamais il n'a admis la pénurie de respirateurs, de tests et aujourd'hui de vaccins. Jamais il n'a renoncé à son irresponsable politique de suppression des lits et des postes à l'hôpital. Nous avons également vécu un an de restrictions de liberté. Jamais un « conseil de défense » qui n'a de compte à rendre à personne ne s'était arrogé autant de pouvoir. Jamais des élections n'avaient été remises en cause pour des raisons sanitaires. Nous avons, pour finir, vécu un an de casse sociale et économique. Jamais les plans de licenciements n'étaient tombés aussi dru. Jamais l'argent public n'a été distribué à ce niveau sans contrôle ni contreparties. Les leçons de ces bouleversements inédits n'ont pas encore été tirées au sommet de l'État qui joue la montre et mise sur le fatalisme. Mais dans tout le pays, la colère est vive et les espoirs de changement sont nombreux.

Dans leurs actes et dans leurs idées, existe déjà le monde d'après.



*On est dans la mémoire et quelque part, dans la légende. L'héritage est complexe, parce que La Commune est un kaléidoscope, travaillé par de nombreux conflits. Toutes les familles de la gauche peuvent s'en revendiquer. Pendant longtemps, c'est le Parti communiste qui s'est présenté en passeur de mémoire. Les anarchistes sont tout aussi légitimes pour le faire. Les socialistes le font aussi. Si la Commune influe sur des mouvements politiques contemporains [altermondialisme, municipalisme, Nuit Debout, etc.], c'est parce qu'elle interroge la centralité du pouvoir et les limites de la démocratie représentative. Demeure cette idée qu'une ville, parfois même un quartier peut faire sécession et s'auto-organiser, s'auto-administrer pour plus de justice démocratique et sociale. Capacité de résistance et d'organisation des classes populaires, la remise en cause des dominations sociales, politiques, culturelles, pour partie aussi de domination de genre, car même s'il y a des déceptions, c'est aussi un moment où a été posée et pensée la question des femmes, de leur place au travail, dans la société. Penser la Commune, c'est se dire qu'il y a toujours des alternatives, qu'on n'est pas coincé dans l'acceptation du monde tel qu'il est et qu'on nous l'impose. La Commune a ouvert des possibles et permet à toutes celles et ceux qui ont envie de rouvrir ce champ des possibles, d'avoir de l'espoir*

.Mathilde Larrère, @larreremathilde



## Un brin d'histoire des PTT il y a 112 ans !

**12 mars/ 23 mars 1909 : la première grève généralisée à tous les PTT.**

Elle met en mouvement les télégraphistes, les agents des bureaux de poste, les postiers des services ambulants des wagons-poste, les dames employées du télégraphe et du téléphone, les ouvriers des lignes. Malgré une fermeté proclamée, malgré le soutien à cette politique obtenu à la Chambre des

députés par Louis Barthou et Clemenceau, malgré des sanctions prises, la grève perdure. Née à Paris, elle s'étend aux principales villes de France, avec des points forts à Lyon, Marseille, Rouen, Lille. Le gouvernement se trouve dans l'obligation de négocier avec les grévistes [...].

*Merci à Jacques Brémond pour ce rappel*

## La Poste : du guichet à la gondole : quels services pour demain ?

La Poste affiche un objectif de transformation d'un nombre important de ses bureaux de poste en « Poste Relais » ou « La Poste Agence Communale » et présente toujours ces transformations comme un avantage pour les clients en assurant qu'ils retrouvent les services essentiels de La Poste sur des horaires élargis, elle qui fait tout pour diminuer l'amplitude d'ouverture de ses bureaux avant transformation !

Tour d'horizon des différents partenaires « La Poste Relais » en région et des services proposés...

Tout d'abord, il faut reconnaître que La Poste ne se soucie guère du type de commerces qui veulent bien être partenaires. Nous retrouvons en vrac : Franprix, Intermarché, Carrefour, Monoprix, Vival Casino, MyAuchan, Buralistes, Pressing, Fleuriste, Papeterie, commerces en tout genre...

Au niveau des services proposés, il n'y a aucune comparaison. La Poste Relais consiste bien souvent à l'habillage d'une caisse aux couleurs de l'entreprise La Poste, avec, dans le meilleur des cas, une gondole où sont disposés entre les bouteilles d'alcool, les lames de rasoir et les journaux quelques colis prépayés et des enveloppes préaffranchies. Les ex usagers de La Poste peuvent donc affran-

chir du courrier et déposer des colis au milieu des clients venus faire leurs courses, effectuant la même queue à la caisse.

Pas d'opérations financières ou alors très rarement, et limitées. Bien souvent les bureaux fermés disposaient de distributeurs automatiques de billets, maintenant eux aussi sont fermés définitivement. Où sont les clients bancaires de ces bureaux ? Restent-ils à La Banque Postale ? Rien n'est moins sûr.

Il n'y a donc aucune comparaison possible !

Les services proposés par ces points de contact ne remplacent absolument pas ceux d'un « vrai » bureau de poste. Simplement, La Poste fait du un pour un, afin de respecter l'obligation d'avoir les 17000 points de contacts prévus dans le contrat de présence postale, et poursuit ainsi uniquement un objectif de baisse des coûts de son réseau physique de bureaux.

Les attentes et besoins clients sont loin d'être tous réellement pris en compte ?

Seule certitude: les fermetures effectives de bureaux de Poste se poursuivent, mettant à mal le service public postal.

La CGT exige que La Poste préserve un Service public digne de ce nom, service qui est dit « essentiel à la Nation » dans d'autres circonstances.

## La Commune ...de Marseille



**Le 18 mars 1871, l'insurrection de la Commune de Paris. Le 22 mars 1871, la nouvelle arrive à Marseille des menaces de Thiers, nouveau chef du gouvernement, de désarmer Paris.**

Le jour même, Crémieux prend la tête de la seconde Commune de Marseille avec le journaliste Clovis Hugues et les futurs députés Émile Bouchet et Maurice Rouvier. Cette insurrection clame son soutien à la Commune de Paris et affirme la volonté d'une politique régionale indé-

pendante de la capitale.

### **Vers une guerre civile ?**

Dans la soirée du 23 mars, le nouveau préfet l'amiral Paul Cosnier et le général Espivent ordonnent à la Garde Nationale de se rassembler le lendemain en faveur de Versailles, le maire Jacques-Thomas Bory tente de les en dissuader ; leur appel reste sans effet. Le défilé des gardes nationaux, sur le cours Belsunce, dégénère en manifestation où la population marche côte à côte avec ces derniers.

La foule prend la préfecture d'assaut, Crémieux marche avec, à ses côtés, le jeune Clovis Hugues. Le journaliste de 20 ans brandit le drapeau rouge de la république sociale et devient son bras droit.

### **Commencée ce 23 mars, la Commune de Marseille va durer jusqu'au 4 avril.**

Le Préfet est fait prisonnier, le maire démissionne et Espivent est en fuite. Une commission départementale hétéroclite prend la place du préfet. Parmi les 12 membres se mêlent des Radicaux (Job et Étienne), des membres de l'Internationale (Alérini), de la Garde nationale (Bouchet, Cartoux), et trois délégués du Conseil municipal. L'insurrection victorieuse, Crémieux déclare du haut du balcon de l'Hôtel départemental, la solidarité de Marseille avec Paris et appelle la population à maintenir l'ordre.

Le 27 mars 1871, arrivent quatre délégués parisiens : Landeck, Amouroux, Albert May dit Séligman, et Méguy. Landeck se met à la tête de la Commission traitant tous les modérés en suspects. Arrêté, relâché, menacé, sans plus de pouvoir, Crémieux est tenté de démissionner à son tour. Des élections communales, afin d'instituer une nouvelle légalité, sont prévues pour le 6 avril. Le 28 mars, le général Espivent de la Villeboisnet, chef des troupes militaires du département, qui a fait refluer ses hommes hors les murs, à Aubagne, proclame - sans aucune base légale - les Bouches-du-Rhône en état de guerre et se déclare partisan du gouvernement d'Adolphe Thiers.

### **Répression et bain de sang**

Le 3 avril 1871, le général Espivent fait marcher 6 000 à 7 000 hommes contre Marseille. La lutte s'engage le lendemain. La gare résiste, mais les hommes d'Espivent parviennent jusqu'aux barricades de la rue Saint-Ferréol, visant la préfecture où sont retranchés les défenseurs de l'insurrection.

Crémieux tente de parlementer aux avant-postes de Castellane, deux bataillons du VI<sup>e</sup> chasseurs fraternisent avec la foule. Les « Garibaldiens » qui défendent la gare opposent une sérieuse résistance aux troupes du général Espivent. Crémieux croit encore au triomphe de la commune. Certains soldats fraternisent avec les insurgés (nombre d'entre eux seront fusillés).

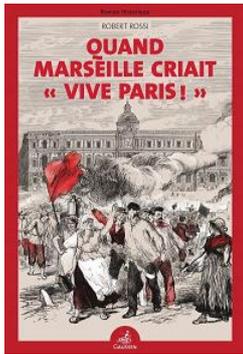
Espivent fait finalement bombarder la cité depuis la colline de Notre-Dame-de-la-Garde.

La préfecture tombe le 5 avril à 7 heures, après dix heures de combats acharnés. Landeck s'est enfui à Paris, Bastellica est parti en Espagne, Royannez, Clovis Hugues, tous les principaux révolutionnaires de la Commune ont réussi à se faufiler loin des combats. Prises en étau entre les marins et les troupes de chasseurs, pilonnées par les canons postés sur la colline de la Garde, le port sous la domination de deux navires de guerre, la ville et la préfecture ne peuvent pas résister longtemps sans chef.

Les troupes d'Espivent subissent en tout 30 morts et 50 blessés, les insurgés comptent 150 morts environ (et plus de 500 prisonniers).

Gaston Crémieux refuse de s'enfuir. Il est arrêté le 8 avril 1871. Son procès commence le 12 juin devant le premier conseil de guerre avec celui des autres Marseillais, dirigeants locaux, le plus souvent modérés, Bouchet, Ducoin, Breton, Péliissier, Duclos, Novi, Nastorg, Hermet... Nombre d'entre eux seront acquittés. Mais l'accusation veut un exemple : le 28 juin les débats sont clos dans un procès militaire. Crémieux est le seul condamné à mort. Clovis Hugues est fait prisonnier quatre mois plus tard. La Cour de cassation confirme les jugements en appel, le 15 septembre 1871.

Crémieux est exécuté au Pharo le 30 nov. 1871, Clovis Hugues condamné à 4 ans de cellule.



## Sur la Commune, nos lecteurs vous conseillent :

- Sur le site Retraités CGT Poste 13, <http://retraites.cgtposte13.over-blog.com/> La Poste, les postiers et la Commune de Paris
- Le livre de Robert ROSSI (du groupe Quartier Nord et historien) C'est une façon différente et ludique de découvrir la Commune de Marseille à travers un personnage, Édouard Chenet qui sert de fil rouge à cette fresque révolutionnaire. Si vous vous intéressez à l'histoire de Marseille, le roman est fait pour vous car vous aurez une masse d'informations sourcées et bien localisées.

## Ailleurs dans le Monde ... Ailleurs dans le Monde

**Syrie :** La guerre en Syrie, qui entre dans sa onzième année, a fait au moins 388.652 morts, près de 117.388 civils, dont plus de 22.000 enfants, ont péri dans les bombardements... et dans la presque indifférence du monde libre !

## « DE LA RAGE ET DU BRUIT »

**Venez exprimer votre colère et défendre vos revendications.  
Amenez tout ce qui peut faire du bruit...**



**Le 31 mars à 10h30  
De la Place d'Aix à l'ARS  
Faisons du bruit pour faire  
entendre nos revendications !**

- La suppression de la hausse de la CSG
- Une mesure immédiate de revalorisation de toutes les pensions de 3 %
- La réindexation des pensions sur le salaire annuel moyen
- La fixation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge et de ressources
- Le rétablissement des services publics de proximité et pleine compétence.
- La gratuité des transports en commun pour tous

**POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS**

Vous avez peut-être sursauté à la lecture de cette annonce, mais pardonnez, le rédacteur (la rédactrice?) de ce montage ne doit pas être Marseillais (e).

On aurait mis « Place Jules Guesde » on aurait pardonné, mais renommer Place d'Aix notre PORTE D'AIX, c'est presque inexcusable !

C'est bon pour cette fois, mais ne renommer JAMAIS notre Canebière Champs Elysées !